

Ahcène AMAROUCHE
Professeur, ENSSEA – ALGER

Colloque « Vers une économie humaine (VEH) : pensées critiques d’hier pour aujourd’hui » 21-22 juin 2012.

L’occultation du pouvoir et du surplus dans la théorie économique libérale : du mensonge théorique au « mensonge social » [Perroux F. (1960)]

Introduction.

En ce début du 21^e siècle, le monde est en crise. Non pas tant seulement le monde de l’économie ou le monde du social, dont les crises sont cycliques, mais le monde de l’humain.

Quelque chose d’insaisissable est à l’œuvre dans les processus en cours où, en même temps qu’opèrent des forces poussant à l’élévation de l’intellect vers des sommets jamais atteints, l’esprit s’accommode d’apriori et de clichés d’un autre âge sur les particularités de l’être concret de l’homme, sur sa condition sociale ; apriori et clichés que renforcent les inégalités qui se perpétuent et se creusent avec le développement des forces productives, avec l’accroissement exponentiel du surplus, à l’origine de ce que Pierre Bourdieu appelle la misère de condition [(Bourdieu P. (1993)].

Pareil divorce entre l’intellect comme puissance de pensée favorisée par le développement des forces productives en même temps que favorisant ce développement, et l’esprit comme forme sociale de l’intellect soumise à l’inertie des structures, des cultures, des préjugés, des idéologies etc., bref, des institutions, n’est pas dû qu’à l’insuffisante socialisation des forces productives qu’aurait dû impulser leur développement technique au-delà des limites qu’impose leur maintien dans le cadre juridique étroit de la propriété privée. Il est dû aussi à la *rencontre/collusion* du surplus d’avec le pouvoir, le second agrandissant d’autant plus sa sphère géographique et sa prégnance sociale que le premier s’accroît en quantité et se concentre en qualité en un nombre réduit de mains.

On peut définir le pouvoir comme la capacité d’influence nette sur autrui [Hugon (1999), p.27]. Mais dans la logique de production et de répartition des richesses inhérente au régime du salariat qui prédomine présentement, la capacité d’influence nette sur autrui ne se confond que trop souvent avec la *force brute*, impersonnelle, du capital. Que ce soit au sein d’un même groupement humain soumis à ce régime (entreprise), ou entre groupements de plus grande étendue (nations) où opèrent aussi pourtant des lois d’une autre nature (sociologiques, ethnolinguistiques, ethno-confessionnelles etc.), le rapport à autrui semble se vider de son humanité sous l’effet de cette force. En un sens, on peut établir un lien étroit, quasi-organique, entre capacité d’influence nette et *produit net* si par là on entend, par-delà les Physiocrates, l’excédent du produit social sur les nécessités matérielles de l’existence (surplus ou revenu net). Car s’il ne se réduit pas au vecteur économique, il reste que c’est l’économie qui constitue l’épine dorsale de tout pouvoir.

Capacité d’influence nette sur autrui ou force brute du capital, le pouvoir intègre les formes concrètes d’exercice de l’autorité aussi bien que ses formes abstraites, souvent occultes. Ces dernières trouvent en l’occultation théorique du surplus un allié idéologique de première importance parce que celui-ci se présente, sous la forme argent, de la façon la plus abstraite qui soit ! Dans l’abstraction, le pouvoir comme le surplus paraissent n’avoir aucune

délimitation de leurs champs de manœuvre, qui se recourent. Dans leur effet combiné, le rapport à autrui *s'impersonnalise* en se chargeant d'une violence qui, pour symbolique qu'elle soit parfois, n'en structure pas moins les mentalités et les comportements sociaux. Rarement les consciences s'émeuvent de ces situations où l'humain se réalise en son négatif – voire en son contraire – prises qu'elles sont dans le carcan des institutions au sens large qu'on leur confère ici. Ce ne sont pas seulement les guerres qui, quelles que soient leurs causes ou leurs justifications, sont l'indice de l'inaccomplissement de l'humain (quoiqu'elles en représentent les modalités les plus absurdes), mais encore toutes les formes délibérées d'atteinte à l'intégrité physique et morale de la personne humaine, qui sont autant d'altération de la qualité du rapport à l'autre.

C'est à la recherche de l'un des fondements de cette altération qu'est consacrée la présente contribution. Nous nous proposons d'explorer l'idée, ici formulée en forme d'hypothèse, selon laquelle l'occultation du surplus par l'économie théorique libérale (que nous qualifierons, pour paraphraser François Perroux, de mensonge théorique) *nourrit* les pratiques de pouvoir à l'origine de l'inaccomplissement de l'humain.

L'étude s'appuie sur les travaux de François Perroux pour ce qui est du sens de l'humain que nous investissons dans l'analyse ; d'Henri Lefebvre pour ce qui est du sens de l'abstraction, notions à l'aide desquelles nous rendrons compte de notre objet. Les concepts économiques de surplus, de capital, d'accumulation etc. sont évidemment d'inspiration marxienne et s'opposent à ceux d'agents, d'interchangeabilité des individus, d'équilibre etc. propres à l'univers mathématisable du social de la science économique orthodoxe. L'étude est structurée en deux grandes sections :

- La première, intitulée *Pouvoir versus surplus*, traite du rapport du pouvoir au surplus ; lequel s'analyse au premier degré comme la modalité selon laquelle l'exercice de l'autorité se nourrit du surplus mais au second degré comme une forme de déshumanisation des hommes au travers de leur aliénation – qu'ils subissent ou exercent l'autorité.

- La seconde, intitulée *Idéologies de l'équivalence et occultation du surplus*, montre le rôle joué par la fétichisation de l'argent, forme abstraite du capital la plus expressive de la déshumanisation des hommes ou, pour rester dans le champ de la philosophie critique d'Henri Lefebvre, de leur aliénation.

I. Pouvoir versus surplus :

Le concept de surplus est à l'économie politique ce que le concept de pouvoir est à la science politique : un concept central parce que, passé le stade de l'économie de subsistance, la production, l'appropriation et l'accumulation du surplus deviennent l'enjeu principal des conflits d'intérêt au sein de la société qui s'organise en fonction de cet enjeu et se hiérarchise en conséquence de ses modes d'existence ; ce qui ne va pas sans que ne s'établisse une forme de pouvoir.

Mais alors que le pouvoir est devenu, au fil du temps, l'attribut de l'Etat, lequel apparaissait comme la résultante de la nécessité de légitimer un ordre social quelconque, c'est de la légitimation d'un ordre social particulier que l'Etat moderne tient sa raison d'être : celui ayant précisément pour enjeu la production, l'appropriation et l'accumulation du surplus. D'où le lien organique existant entre économie et politique – c'est-à-dire entre les sphères privée et publique des rapports sociaux – lien que l'expression d'*économie politique* ne rend pas clairement puisque le qualificatif *politique*, qui renvoie à la société mais pas à l'Etat, occulte les questions politiques qui sont autant de limites à l'économie politique. Ainsi,

l'économie politique dans sa version classique comme dans sa version néoclassique (l'*Economique*) n'intègre-t-elle la question de l'impôt que de façon *ad hoc* dans ses analyses, quoique l'impôt soit consubstantiel de l'Etat et que, comme portion de la richesse produite, il soit justiciable des mêmes analyses que toute autre portion de revenu national tant dans son appropriation que dans son affectation. Si donc l'Etat « perpétue le mystère social [en plongeant] dans les ténèbres opaques, de par son essence, les rapports sociaux « privés » et « publics » du seul fait qu'il les scinde, les divise et les rend abstraits » [Lefebvre H (1980), p. 41], l'économie politique ne fait qu'ajouter au mystère social un mystère théorique parce qu'elle ne traite pas de l'impôt, *a fortiori* de l'impôt comme d'une catégorie de surplus.

Cela est possible non seulement parce que, comme catégorie, le surplus est une abstraction, mais aussi parce qu'il est indéterminé comme *fait* étant donné qu'il est indissociable du produit social considéré dans sa globalité. C'est dans les rapports de force qui s'établissent entre groupes d'intérêts aux contours indéfinis que le surplus se forme, s'accroît, se fractionne, s'accumule ou se consomme au gré des situations. Dans ce procès à la fois répétitif et changeant, le surplus apparaît *ex-post* comme la résultante des conflits de pouvoir – la forme économique de la *capacité d'influence nette sur autrui* – alors même qu'il en est à l'origine !

1. *Le pouvoir comme abstraction.*

« L'abstraction de l'Etat comme tel, écrit Marx cité par Lefebvre, n'appartient qu'aux temps modernes parce que l'abstraction de la vie privée n'appartient qu'aux temps modernes » [Lefebvre H (1980), p. 93]. Cette formule peut très bien être transposée aux deux termes de notre problématique : le pouvoir et le surplus. Elle peut s'énoncer comme suit : *l'abstraction du pouvoir comme tel n'appartient qu'aux temps modernes parce que l'abstraction du surplus n'appartient qu'aux temps modernes.*

Il nous faut ici préciser le sens dans lequel nous employons le terme d'abstraction. Nous ne référons pas au processus par lequel la pensée se saisit du réel pour le restituer ensuite sous une forme intelligible – ce qu'on appelle habituellement l'abstraction scientifique – mais aux processus de socialisation et d'objectivation qu'on peut définir comme suit :

- Les premiers comme processus dans lesquels « la scission du privé et du public n'est surmonté qu'en apparence » [Lefebvre H. (1980), p. 95] et où jouent à plein les « catégories de l'ambiguïté » (id. p. 101) menant à la mystification et à l'aliénation ;
- Les seconds comme processus où le rapport à l'autre est rendu dans le rapport à l'objet (plus spécifiquement encore dans le rapport à l'argent), obligeant les uns et les autres à s'approprier privativement l'objet (l'argent) pour affirmer leur existence envers et contre autrui – ce qu'à proprement parler on désigne par fétichisme.

On peut définir le pouvoir à la suite d'Henri Lefebvre comme une forme d'extériorisation de l'individu dans le social. Or « le social est abstrait » [Lefebvre H (2009), p. 82] non pas « parce qu'il ne se définit que par les individus qui le composent » (ibid.), mais parce qu'en tant que totalité, il se trouve être plus que la somme des parties sans jamais apparaître comme tel. Néanmoins, et puisque le social est « l'unité de ces existences individuelles et [...] qu'il détermine le contenu de leur vie et de leur conscience » (ibid.), il est « le suprême concret ». Aussi le pouvoir est-il à la fois concret en ce sens qu'il est exercé par des individus en chair et en os, et parfaitement abstrait en ce sens que l'Etat (ou toute autre institution en laquelle il s'incarne) « fait abstraction de l'homme réel » [Marx, K, cité par Lefebvre, (2009), p. 99] au

profit d'un homme imaginaire auquel s'applique des catégories-fictions déconnectées du réel, de l'homme privé en tant qu'être concret.

Nul n'est censé ignorer la loi, proclame sous tous les régimes l'homme public, représentant attiré ou non de l'Etat quand, dans son vécu au quotidien, l'homme privé est d'autant moins informé des affaires publiques qu'il est peu ou pas instruit et que les dispositions de la loi sont (trait caractéristique de toutes les réglementations écrites) d'un *touffu* qui n'est pas seulement destiné à prévoir toutes les situations possibles, mais presque voulu pour rendre la loi inintelligible !

Cependant l'homme public lui-même est aussi un homme privé et à ce titre il est tiraillé entre ses deux statuts : « Formellement, écrit Douglass C. North, une personne est constituée de deux parties liées : une *persona* individuelle interne et une *persona* sociale externe [North D.C et all. (2010), p. 63]. Et les auteurs de tirer la conclusion de ce dédoublement de personnalité des individus : « Le développement des relations impersonnelles a trait à la *persona* sociale. Tant que les *persona* sociales sont propres à chaque individu, les relations impersonnelles ne sont pas possibles » (ibid.). Or l'exercice du pouvoir consiste précisément à faire en sorte qu'une ou des *persona* individuelles identifiées ou non incarne(nt) une *persona* sociale supposée commune – une *persona* publique dirions-nous plutôt. Pour l'homme privé, celle-ci ne se présente comme la forme d'« existence générique d'homme » [Lefebvre H (2009), p. 99] que de façon illusoire. Et il ne s'y reconnaît qu'en tant qu'être aliéné, c'est-à-dire en être qui se projette en l'autre sans que rien ne lie sa *persona* privée à la *persona* publique en laquelle il se projette. « La scission de l'homme en homme public et en homme privé » [Marx (1968), p. 27] devient alors la forme achevée de l'émancipation de l'Etat par rapport à la société et prélude à « *l'émancipation politique même* » (ibid.). Dans la vie au quotidien, il en résulte une sorte d'incommunicabilité relative – voire absolue – entre l'homme public et l'homme privé, le premier pratiquant une langue qui, pour être composée des mêmes mots que la langue parlée par tout un chacun, reste néanmoins parfaitement incompréhensible pour le second parce que son champ sémantique diffère fondamentalement du champ sémantique de cette dernière – ce que l'on désigne vulgairement par langue de bois. C'est comme si la vie se dédoublait elle aussi, l'une se déroulant au concret, dans un espace de matérialité, l'autre se déroulant à l'abstrait, dans un espace de virtualité. Celui-ci ne se définit pas seulement par « la disparition des arbres et l'éloignement de la nature » [Plassard, F. 1999-2000, p. 8], mais aussi comme un espace « de savoir, de discours, de pouvoir [où] tout se dit et s'écrit *alors qu'il y a peu à dire faute de vécu* » (ibid.).

Comment est-il possible alors que la *persona* publique s'affirme comme telle et s'impose à la *persona* privée ? C'est la question que nous chercherons à élucider partiellement en examinant le rapport de la *persona* sociale au surplus comme abstraction.

2. *Le surplus comme abstraction.*

Dans *Condition de l'homme moderne*, Hannah Arendt écrit : « La superstition la plus grossière des temps modernes – l'argent fait de l'argent – de même que sa plus fine intuition politique – la puissance engendre la puissance – doit sa vraisemblance à la métaphore sous-jacente de la fécondité naturelle de la vie » [(Arendt H. (2005), p. 152]. La force de la vie est la fécondité ajoute Hannah Arendt qui la rapporte ensuite à l'homme, « [...] mode spécifiquement humain de la force vitale aussi capable que la nature de créer une plus-value, un surproduit » (id. p. 155). Plus loin, elle ajoute que le travail humain est doté *naturellement* d'une productivité à la base du « processus graduel de l'accroissement des richesses » (p.

159). D'autres auteurs, et non des moindres, avaient précédé l'auteur de *Condition de l'Homme moderne* pour noter la même idée en conférant à la productivité un contenu social et non plus seulement naturel.

Chez Adam Smith, la division du travail est à l'origine d'un accroissement exponentiel de la productivité du travail. Illustrant à son tour les effets de la division du travail sur sa productivité, Marx forgeait le concept de travailleur collectif dont il dit qu'il « a des yeux et des mains par devant et par derrière et se trouve jusqu'à un certain point présent partout » [Marx K (1973), p. 20]. Proudhon imputait aux mêmes effets l'apparition de la plus-value en écrivant : « [...] Car, cette force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts, il [le capitaliste] ne l'a point payée [...] » [Castelton E (2009)]. Le travailleur collectif au sens de Marx (comme de Smith ou de Proudhon chez qui le concept est implicite) est, du côté de la production, une autre façon de désigner l'être social de l'homme dont la capacité productive est sans commune mesure avec celle de l'individu. Comme nous essaierons de le montrer plus loin, le mensonge théorique dont nous parlons au sujet de la théorie économique orthodoxe tient en ce que, concevant l'économie à partir de la consommation et du point de vue de l'individu, elle occulte, avec l'être social de l'homme, le surplus résultant de cette capacité productive hors de proportion avec celle de l'individu.

Ce que nous appelons surplus dans ces pages n'est rien autre chose que la forme valeur du surproduit, autrement dit *le revenu net* que Marx appelle plus-value pour signaler la spécificité des rapports de travail dans lesquels le surplus est produit, réparti et accumulé sous le régime du salariat. Quelle que soit son appellation, le surplus est un rapport social : dans le cas particulier du régime du salariat, « ceux-ci [les hommes] n'existent que pour le revenu net » écrit Bottigelli commentant les Manuscrits de 1844 de Marx [Bottigelli E. (1972), p. XXXIV]. Tout se passe comme si c'est le revenu net qui commande l'existence de ceux-là et non l'inverse ; ce qui fait de l'économie politique, dès l'origine, une science où l'homme est vidé de son humanité : « Les sentiments humains se situent en dehors de l'économie politique et l'absence d'humanité se situe en elle » écrivait déjà le jeune Marx (cité par Bottigelli). Cela est possible parce que le surplus est déjà une abstraction ! Il est perçu dès les débuts de l'économie politique comme catégorie sans qu'il soit saisi dans sa nature ni sa complétude. D'où cette fascination pour le surplus « que l'on voit naître, s'effacer et réapparaître sous des vêtements divers » [Jessua C. (1991), p. 277].

Comme rapport social, le surplus est d'abord en effet, ainsi que tout autre rapport social, un rapport à autrui passant par des médiations : ici l'argent, là le langage, ailleurs le geste, le symbole ou le signe. Mais à la différence des rapports sociaux rendus par toutes ces médiations, le surplus n'est pas de l'ordre de l'immédiateté chronologique : Or ce qui n'est pas de l'ordre de l'immédiateté est d'autant moins de l'ordre du concret : plus virtuel que réel, il ne suppose pas seulement d'être produit puis réparti, mais d'être aussi accumulé – processus qui va donc du passé au futur en passant par le présent au cours duquel il mute autant que mutent les conditions sociales et historiques de sa destruction créatrice (pour emprunter à Joseph Schumpeter cette heureuse formule) quand il est employé productivement, ou de sa dépense improductive quand il est consommé dans une visée monstrative en la forme de biens ou de services sans grande utilité sociale.

Sans doute est-ce là une cause suffisante pour faire du surplus une indétermination comme fait. Mais dans chacune des séquences de ce processus, réside aussi une indétermination du surplus. D'abord parce qu'il est le produit du travail aliéné où « l'humain [...] est réduit au

rang d'instrument de la production [Lefebvre H (2009), p. 185] ; ensuite parce que, se présentant sous la forme argent, il ne se dissocie pas d'emblée de l'argent représentant la valeur du produit brut. Enfin parce que le rapport du surplus au produit brut est un rapport fluctuant, conditionné qu'il est par le système des besoins dont on sait qu'il intègre un élément moral et historique (Marx K (1969)), ainsi que par l'état des forces sociales en présence à chaque moment de son développement.

A cela il faut ajouter que, sous tous aspects, l'argent est ce médiateur étranger à l'homme qui acquiert sur lui un pouvoir réel ; l'homme devenant « d'autant plus pauvre en tant qu'homme [...] que ce médiateur devient plus riche » (Marx, cité par Bottigelli, op. cit. p. XXXVII). Pouvoir d'autant plus grand que l'argent se trouve concentré en un nombre réduit de mains et que celles-ci investissent l'Etat, directement ou indirectement (par l'intermédiaire du crédit par exemple dont on mesure à présent les effets dirimants sur le pouvoir d'Etat lui-même !).

Tel est, succinctement évoquée, la nature du surplus, où se mêlent réalité et virtualité, positivité et négativité dans un processus qui va du concret à l'abstrait et de l'abstrait au concret. C'est sur cette ambivalence que prend appui l'idéologie de l'équivalence dont il nous faut parler à présent.

II. *Idéologies de l'équivalence et occultation du surplus.*

On peut faire remonter la genèse des paradigmes à la base de la théorie économique libérale contemporaine à une lecture critique de l'économie politique classique comme le suggère Marc Blaug [Blaug M. (1983), p. 345 et suiv.]. Les deux corps de doctrine s'opposèrent effectivement sur un point essentiel : celui de leur conception de la valeur : valeur-travail dans le cas de la théorie classique, Marx y compris, valeur-utilité dans le cas de l'*Economique*. Le même auteur situe le caractère *réellement* révolutionnaire de la nouvelle théorie dans le recours au calcul marginal qui inaugura l'usage systématique ultérieur des mathématiques en économie ; ce qui n'est vrai que pour autant qu'on associe cet usage à l'occultation de la diversité des faits humains dans la recherche des uniformités.

D'une part en effet le calcul marginal avait été repris à l'école classique qui l'avait introduit (avec Ricardo) pour expliquer l'existence de la rente agricole sur les terrains les plus fertiles, laquelle était fonction précisément de la différence de fertilité des sols, de la différence de situation des terrains par rapport au marché etc. justiciables d'un traitement par calcul différentiel ; d'autre part il semblait pour le moins paradoxal de conjuguer mathématique et psychologie dans un même raisonnement économique étant donné que l'une (la mathématique) référait à des uniformités de comportement des objets mathématiques (ici les individus) tandis que l'autre (la psychologie) présupposait la diversité des faits humains et des êtres humains qui ont une épaisseur culturelle, historique et morale irréductible à un comportement pavlovien. Mais le souci de trouver un « principe unique » [Blaug M (1983) p. 349] de raisonnement pour expliquer la formation des prix (tant des facteurs que des produits), avait imposé ce mariage pour le moins insolite de deux sciences en la forme d'une troisième dont l'objet n'était ni celui de l'une ni celui de l'autre ! Là réside en réalité le contenu idéologique de la nouvelle science économique : gommer les différences de nature qui existent entre les facteurs ainsi que leurs particularités internes et externes (pour le travail, différences entre travail salarié et travail non salarié ; pour le capital, différences entre capital productif et capital de crédit) pour tout à la fois amener à traiter de façon indifférenciée leurs rétributions et à les considérer aussi légitimes les unes que les autres au regard de la

répartition des revenus. Il en résulte que l'idée même de surplus paraît non pertinente – voire absurde.

1. Aux origines philosophiques de l'Economique.

C'est à des auteurs antérieurs ou contemporains de Smith qu'on doit la philosophie générale qui imprègne l'*Economique* de part en part : celle de l'égoïsme rationnel que Thomas Hobbes avait inaugurée et que Jérémie Bentham avait traduite dans l'utilitarisme en calcul des peines et des plaisirs. C'est Bentham en effet qui réduisit toute la philosophie à une affaire d'individus qui cherchent à augmenter leurs plaisirs et à diminuer leurs peines. Cette conception philosophique, qui contient en germe l'idée d'une société comme somme d'individus, fournira à la théorie néoclassique, par-delà Adam Smith, ses principaux paradigmes qu'on peut résumer comme suit :

- primat de l'individu sur la société et des actions individuelles sur les actions collectives ;
- caractère intentionnel des actions individuelles (les individus poursuivent consciemment certaines fins) ;
- caractère rationnel de ces actions : les individus procèdent à l'évaluation chiffrée des satisfactions et des peines selon la logique mathématique [Walras L (1909), p.2]¹.

Dans cette conception, la notion de travail entendue comme œuvre collective [Perroux F. (1969), p. 27] est complètement occultée, ramenée à celle de peine comme si le travail ne consistait qu'en une torture ainsi que le suggère d'ailleurs l'étymologie même de ce terme !

Il en a résulté le rejet des concepts à contenu immédiatement collectif (on ne peut pas prêter des intentions et une rationalité à des entités – nation, classe, Etat etc.) qui transcendent le concept d'individu. De même, les notions de morale et d'éthique devinrent étrangères à l'économie non seulement parce qu'elles sortaient du cadre conceptuel de l'*égoïsme rationnel* que Hobbes avait déjà mis au cœur de son explication des conduites humaines, mais aussi, et plus fondamentalement, parce qu'en ramenant l'individu à son être social, elles réintroduiraient dans la problématique théorique de l'économie les questions que la philosophie utilitariste avait précisément cherché à évacuer : celles de justice, d'équité, de responsabilité sociale etc. pour ne rien dire de l'altruisme, de la sollicitude, de la solidarité, de l'abnégation etc. – ou de leurs contraires – qui participent tout autant à la formation de la matrice mouvante des rapports sociaux. C'est donc à la question de la valeur morale (explicite ou implicite) de ses enseignements que se heurte cette nouvelle doctrine économique aux yeux des économistes humanistes de la trempe d'un François Perroux. L'idée d'œuvre collective énoncée par François Perroux pour traduire le contenu social du travail irréductible à la notion de peine chère aux utilitaristes est ainsi rendue par l'auteur de *Le pain et la parole* : « l'homme est ainsi fait qu'il ne peut finalement, sans abdiquer, acquiescer à une œuvre qui ne soit pas l'accomplissement de son être propre » (id. p. 39). Et il ajoutait plus loin pour préciser sa pensée que : « il [l'homme] ne peut prendre conscience de sa condition d'homme sans la reconnaître, dans la même démarche, en chacun de ses semblables » (ibid.).

¹ Dans l'article cité ici, l'un des tout derniers travaux de l'auteur, Léon Walras parle au sujet de l'Economique, d'une science *psychico-mathématique* en ce qu'elle traite de faits intimes (psychiques), par opposition aux sciences dites physico-mathématiques qui traitent de faits extérieurs à l'homme.

Dans la mesure où ces rapports furent réduits à des rapports interindividuels, la seule valeur morale admise en effet par les nouveaux économistes est que la liberté des uns s'arrête là où commence la liberté des autres – aphorisme connu de longue date mais suffisamment ambigu pour les libérer de toute référence à l'éthique et à la morale en des termes plus en lien avec la complexité des rapports sociaux. C'est Friedrich Von Hayek, théoricien et chantre du nouveau courant de pensée en économie, qui formula avec le plus de netteté la morale à la base de la nouvelle théorie économique en écrivant que nos décisions n'ont de valeur morale « que dans la mesure où nous sommes responsables de nos intérêts et libres de les sacrifier » [Hayek F (1944), p. 152]. Pareille philosophie se trouve évidemment en décalage manifeste avec la réalité des ordres qui sont au cœur du capitalisme : celui du travail et celui de l'argent qui n'ont rien d'ordres spontanés comme Hayek voudrait le faire accroire mais tout des ordres socialement construits – ce qui ne signifie nullement qu'ils aient quoi que ce soit d'intentionnel.

2. *Le profit, nœud de la question sociale* [Perroux F (1996) p.8]

L'utilitarisme a pour effet immédiat d'évacuer de la théorie économique non seulement les concepts dont le contenu social transcende le contenu du concept d'individu, mais encore l'idée d'une théorie de la répartition du revenu en tant que celle-ci s'appuie sur d'autres présupposés que celui selon lequel « l'introspection peut être un instrument susceptible de fournir des hypothèses relatives au comportement économique » [Blaug M (1983, p. 351]. Autrement dit, une répartition qui ne soit pas adossée au seul principe des utilités ressenties, sans base objective définie, alors que l'on assiste à une socialisation accrue de toutes les conditions de la production de richesse : non seulement le travail, mais la créativité, mais les connaissances ; non seulement les techniques, mais l'innovation, mais le pouvoir de l'entrepreneur ! Et bien entendu les rémunérations y afférentes :

- Du travailleur salarié dont il est d'autant plus difficile de déterminer ce qu'il produit « par une imputation correcte que le travail s'intellectualise davantage » [Perroux F (1969), p. 203] ;
- De l'entrepreneur qui n'est plus vraiment maître de son entreprise devant le « caractère collectif des techniques » (id. p. 207), devant l'intensité des réseaux d'information où l'entreprise se trouve insérée, devant l'importance des externalités positives qu'offrent les infrastructures économiques, les financements publics etc.

Comment concilier l'utilitarisme avec des réalités aussi complexes et contradictoires ? Ou même, avec le point de vue de la théorie orthodoxe sur les contributions productives différenciées des facteurs à la création de richesse mesurée par leur productivité marginale ? Question sans réponse à laquelle François Perroux ajoute cet autre volet : « Qui décide de la marge de profit brut et qui opère sa meilleure répartition pour l'accomplissement des fonctions économiques ? » [Perroux F (1969), p. 206]. Ce qui revient à s'interroger sur le rapport du profit (surplus) au pouvoir.

En réalité, si la « cohésion de la société marchande nie, tendanciellement, tout pouvoir » (Perroux, 1960, p. 8) parce que « la logique de l'échange est l'équivalence » (id. 18), l'équivalence n'est possible que moyennant « les armistices sociaux que sont les institutions » (ibid.). De l'ordre de l'équivalence, de la logique de l'échange, on passe ainsi subrepticement à celui de la « sub-ordination » (id. p. 19) – c'est-à-dire à un ordre économique qui n'est pas gouverné par l'*Economique* mais par l'*Institutionnel*. Aussi est-ce un « mensonge social » (id. p. 20) que celui « contenu dans les idéologies de l'équivalence [...] » (ibid.).

C'est aussi un mensonge théorique que de nier – à l'aide des idéologies de l'équivalence précisément – l'existence du surplus ou pire : de le voir en négatif comme c'est le cas dans les prolongements marshalliens de la théorie walrassienne (prolongements repris et affinés par M. Allais) où il est saisi comme l'expression d'un aménagement *suboptimal* de l'économie, les ressources étant données.

Chez les auteurs néoclassiques contemporains en effet, le surplus a rapport à la consommation. A. Marshall parle explicitement du surplus de consommation. Cela est en parfaite cohérence avec les prémisses de leur théorie fondée sur l'utilité et la rareté mais en aucune façon avec celles de l'économie politique classique, Marx y compris.

L'utilité renvoie évidemment au besoin, source de la demande, cet autre versant de l'économie. Comme catégories, utilité, besoin et demande trouvent partiellement leur fondement dans le fait psychologique parce qu'elles réfèrent à l'individu comme unité économique de base. Et l'individu se définit essentiellement par sa conscience de soi, donc par sa subjectivité. « Etre un individu, c'est avoir la propriété de son soi » écrit D. Martuccelli [Martuccelli D, (2002), p. 52] qui précise par quel processus historique l'individu moderne a accédé au statut de sujet – le processus d'individuation précisément. Que le besoin ait aussi (et surtout) un contenu objectif en ce que non seulement il naît en partie des nécessités biologiques mais encore « d'exigences externes » [Grevet P (1975), pp. 105 et suiv.] liées au développement matériel, cela ne semble nullement interpeler les auteurs néoclassiques. Mais, et ce n'est pas un paradoxe, même à ne s'en tenir qu'à une définition psychologique des besoins on ne doit pas ignorer les déterminations interpersonnelles à la base de leur évolution – déterminations qui forment un processus objectif.

Chez les auteurs néoclassiques donc, le concept de surplus, qui a mis longtemps à se dégager d'autres notions telles que celle de gain à l'échange conceptualisé par D. Ricardo sous la dénomination d'avantages comparatifs (qui renvoie à la valeur objective), réfère explicitement à la valeur dans son acception subjective. « Si j'achète une livre de pain, ce pain a pour moi une valeur subjective plus grande que celle que je donne en paiement » écrit M. Allais [Allais M (1989), p. 17]. Le surplus serait ainsi la différence entre la valeur donnée en paiement de la livre de pain achetée et celle attachée subjectivement à ce pain².

Etrangement, l'existence d'un surplus tel que défini traduit une certaine inefficacité de l'économie plutôt que son efficacité comme chez les théoriciens de la valeur objective. L'explication tient dans le fait que, conformément aux lois de l'échange mises à la base de la théorie néoclassique qui égalisent les utilités marginales des biens cédés et achetés par chaque coéchangiste, le surplus tend à être nul à l'équilibre – moment où l'économie est supposée atteindre l'efficacité maximale à *volume de ressources donné*. Il n'est donc pas étonnant que, en se plaçant d'un point de vue macroéconomique, M. Allais déduise de l'existence d'un surplus une certaine inefficacité de l'économie (une inefficacité allocative pourrait-on dire) et qu'il assimile le surplus à une perte. L'auteur écrit en effet : « si le surplus distribuable d'un bien (V) quelconque correspondant à une modification donnée de l'économie est positif, il lui correspond une perte sèche pour l'économie puisque, *par un meilleur aménagement de l'économie et avec les mêmes ressources* (c'est nous qui soulignons – A.A), il serait possible de le libérer sans qu'il en résulte un dommage pour quiconque » (ibid.). Il conclut : « la perte

² Notons que l'auteur ne précise pas de quelle nature est la valeur donnée en paiement. Si on admet que c'est du prix qu'il s'agit et que le prix réfère au coût de production, on aboutit à une ambiguïté fondamentale dans la définition du surplus (puisque'il serait la différence entre la valeur subjective attachée au pain et sa valeur objective résultant de sa production – deux catégories incommensurables). Si la valeur donnée en paiement est aussi fondée sur l'utilité (celle ressentie par le vendeur), alors rien ne prouve qu'il y ait une différence positive pour l'acheteur.

en un bien (V) subie par l'économie dans une situation donnée peut être ainsi définie comme égale au surplus distribuable maximal correspondant à cette situation » (Ibid.).

Telle est la théorie néoclassique du surplus dont M. Allais fournit la meilleure synthèse. Elle diffère fondamentalement des théories physiocratique, classique, marxienne et même keynésienne du surplus en ceci que, chez les tenants de ces dernières, le surplus a rapport à la production et se présente comme le signe d'une certaine efficacité de l'économie tandis que chez les auteurs néoclassiques, il a rapport à la consommation et se présente comme le signe de son inefficacité. En raisonnant à *volume de ressources donné*, on s'interdit évidemment toute analyse dynamique de l'économie où le surplus apparaît comme le moteur de la croissance. Et l'on s'interdit dans le même mouvement une vision globale des réalités et des problèmes économiques de notre temps.

3. L'impossible prise en compte des problèmes globaux

La théorie économique orthodoxe n'aurait pas découvert en effet les problèmes de la croissance si elle n'avait été confrontée à la théorie keynésienne dont on sait qu'elle mit en cause le principe de l'équilibre de plein emploi des facteurs comme gage d'efficacité de l'économie se traduisant dans l'absence de surplus au sens de M. Allais. Leur découverte a certes amené ses adeptes à élaborer des modèles de croissance devenus standards. Mais ce sont des modèles où l'abstrait au sens d'Henri Lefebvre joue à plein ! Où le moteur même de la croissance – le progrès technique – envisagé d'abord comme facteur exogène, résiduel (modèle de Solow), peine à apparaître comme incrément des facteurs de production dans les modèles dits de croissance endogène. Exigence née du traitement mathématique des problèmes économiques hors leur profondeur sociohistorique et humaine, la fonction de production (dans le modèle de Romer par exemple) qui s'écrit : $Y = A \cdot K^{\eta} \cdot L^{\alpha}$ montre bien que l'accumulation des connaissances (représentée par le terme K^{η} de l'équation) est une *externalité positive* pour chaque firme traduisant l'effet inappropriable de cette dimension particulière du facteur Travail. Mais au moins, et à la différence des modèles de croissance exogène, on cherche à indiquer par là « que les décisions d'investissement prises par les firmes sont sous-optimales » [Amable B (2000)]. Reste que la notion de surplus est totalement absente de l'analyse et l'on peut se demander comment on peut concilier le problème de la croissance avec l'absence de surplus même en situation de décisions d'investissement sous-optimales des entreprises.

D'un autre côté, et parce que la théorie économique orthodoxe a évacué le surplus de ses analyses, ses modèles ne sont pas en mesure d'intégrer la problématique majeure des économies modernes : celle de la crise qui, d'une manière ou d'une autre, est la conséquence d'un mode de répartition inadéquat du surplus entre l'investissement et la consommation. Mais ce n'est pas seulement de crise économique qu'il s'agit à présent au sens que les économistes accordent à cette expression. Il s'agit davantage de la rupture du paradigme sur la base duquel l'économie mondiale a fonctionné ces trente dernières années ; lequel s'est concrétisé dans « la privatisation des gains [et dans] la socialisation des pertes et des risques » [Hugon Ph. (2010), p. 61] ayant conduit à la crise majeure de 2007-2009.

Mais plus que la rupture de paradigme du capitalisme mondialisé, financiarisé, c'est le modèle même d'accumulation qui s'avère désormais incompatible « avec la rareté des ressources non renouvelables de la planète » (ibid), ainsi qu'avec le plus élémentaire sens de l'humain qui est au cœur du lien social dans toutes les sociétés des hommes.

Comment convaincre en effet de la pertinence d'un paradigme où « les logiques court-termistes et volatiles des marchés s'opposent aux effets d'inertie des structures productives ou des infrastructures » (ibid.) ? Comment convaincre de la pertinence d'un paradigme qui met sur un pied d'égalité dans le commerce international des pays aussi inégalement développés que le Mali et l'Allemagne ? Comment convaincre de la pertinence d'un paradigme en contradiction flagrante avec le sens le plus élémentaire de l'humain ? Telles sont les questions qui s'annoncent comme autant de défis à la science économique dans les décennies à venir.

En guise de conclusion.

L'analyse développée dans les pages qui précèdent a cherché à montrer les limites de l'économie en tant que science au regard de la problématique de l'humain dans sa dimension sociohistorique. Nous nous sommes appuyé pour ce faire sur les travaux d'Henri Lefebvre et de François Perroux pour montrer la perte de sens de l'humain dans l'économie théorique qui, en cherchant à se saisir de la dimension abstraite des rapports sociaux, a été réduite à produire des abstractions prétendument scientifique sans prise sur le réel concret. L'ambiguïté des catégories de l'économie théorique toutes doctrines confondues est en fait l'indice de l'ambiguïté des rapports humains altérés par l'argent. Mais le comble de l'ambiguïté et de l'aliénation est atteint lorsque l'économie théorique orthodoxe tente d'apporter une plus grande précision de raisonnement en faisant un usage systématique des mathématiques pour aboutir en fin de compte à un discours vide de tout sens de l'humain et dans lequel le fétichisme de l'argent se prend pour la forme ultime de rationalité. Henri Lefebvre pour ce qui est de la critique de l'abstraction comme mouvement de dissociation de l'être privé de l'homme avec son être public, François Perroux pour ce qui est de la conception de rapports sociaux desquels les sens de l'humain est absent nous ont permis de conforter notre analyse du rôle de l'occultation du surplus par l'économie orthodoxe dans la compréhension des faits humains dans les sociétés marchandes modernes.

Bibliographie

1. ALLAIS, M. [1989], *La théorie générale des surplus*, Ed. Presses Universitaires de Grenoble, Paris.
2. AMABLE, B. [2000], *Un survol des théories de la croissance endogène*, Doc. PDF, mars.
3. BLAUG, M. [1983], *Histoire de la pensée économique*, Ed. Economica, Paris.
4. ARENDT, H. [2005], *Condition de l'homme moderne*, Ed. Calmann-Levy, Paris.
5. BOTTIGELLI, E. [1972], *Manuscrits de 1844 (Présentation)*, Ed. Sociales, Paris.
6. BOURDIEU, P. [1993], *La misère du monde*, Ed. du Seuil, Paris.
7. CASTELTON, E. [2009], *L'infréquentable Pierre-Joseph Proudhon*, Le Monde Diplomatique, Paris.
8. GREVET, P. [1975], *Le moment objectif et le moment subjectif des besoins*, Revue La pensée n°180, Paris.
9. HAYEK, F. [1944], *La route de la servitude*, Ed. de Médecis, Paris.
10. HUGON, Ph., [2010], *La crise va-t-elle conduire à un nouveau paradigme du développement*, Revue Mondes en Développement, tome 38, n°150, Paris.
11. HUGON Ph. [1999], *Le « consensus de Washington » en question*, Revue Tiers-Monde n° 137.
12. JESSUA, C. [1991], *Histoire de la théorie économique*, Ed. PUF, Paris.

13. LEFEBVRE, H. [2009], *Critique de la vie quotidienne*, Ed. L'Arche, Paris.
14. MARTUCCELLI, D. [2002], *Grammaires de l'individu*, Ed. Gallimard, Paris.
15. MARX, K. [1972], *Manuscrits de 1844*, Ed. Sociales, Paris.
16. MARX, K. [1968], *La question juive*, Ed. 10/18, Paris.
17. MARX, K. [1972], *Le Capital*, Ed. Sociales, Paris.
18. NORTH, D.C., WALLIS, J.J., WEIGAST, B.R. [2010], *Violence et ordres sociaux*, Ed. Gallimard, Paris.
19. PERROUX, F. [1996], *Le problème du profit*, Ed. PUF, Paris.
20. PERROUX, F. [1960], *Economie et société, Contrainte-Echange-Don*, Ed. PUF, Paris.
21. PERROUX, F. [1969], *Le pain et la parole*, Ed. Foi Vivante, Paris.
22. PLASSARD, F. [1999-2000], Document PDF.
23. WALRAS, L. [1909], *Economique et Mécanique*, Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences Naturelles, Vol. 45, pp. 313-325, Genève.